

Les mouvements paysans en Amérique latine

Nous publions ci-dessous la transcription d'une conférence de James Petras, professeur d'éthique politique à l'université de Binghamton (New York) qu'il a tenue lors du 8ème congrès du SOC, syndicat des journalistes d'Andalousie début mars à Molina près de Malaga.¹

Je voudrais parler du rôle des paysans et des journaliers dans la transformation sociale du monde actuel. Deux thèses sont en présence. La première circule dans les milieux gouvernementaux, mais elle a ga-

gné certains courants intellectuels de gauche. Elle affirme que les temps sont révolus où les journaliers et les paysans pouvaient tenir un rôle important dans les transformations sociales. Selon ces théoriciens, les paysans sont inéluctablement en voie de disparition.

La logique de cette pensée est avant tout démographique. La population rurale active aurait diminué dans de telles proportions qu'elle ne pourrait plus prétendre jouer un rôle moteur comme il y a 30 ou 50 ans.

Notre thèse contredit cette affirmation en analysant le processus actuel. Nous rejetons l'argument démographique selon nous trop schématique et qui procède par déduction plutôt que par induction, sans tenir compte des réalités.

Il est indéniable que le pourcentage des personnes actives en milieu rural a diminué notablement, mais les campagnes sont peuplées d'une population critique capable d'or-

ganiser, de diriger et de déclencher des mouvements sociaux avec une certaine cohésion. L'important est le niveau d'organisation et la capacité de mobilisation, et non le pourcentage de la population active qui travaille à la campagne.

Nous avons comparé des expériences urbaines et rurales, déterminé où se trouvent les foyers actifs, comparé les différentes luttes et finalement établi qui sont les instigateurs des mouvements sociaux.

On ne peut pas parler de manière générale de l'ampleur des luttes, car elles sont très inégales et il ne faut surtout pas céder aux simplifications folkloriques. On ne peut pas dire que la campagne soit en effervescence partout.

Les luttes en milieu rural

En Uruguay, l'activité est très faible. Au Chili, des syndicats ruraux sont actifs mais très liés au gouvernement. En Argentine, il existe un mouvement au nord du pays dans la région de Santiago de Estero, très loin de la capitale.

Au Salvador, au Guatemala et au Pérou, les luttes ne marquent pas le pas

en ce moment. Au Guatemala, de nombreux villages ont été rasés par le terrorisme d'État et au Salvador, après les accords de paix, les paysans ont été marginalisés par leurs dirigeants qui ont pensé avant tout à améliorer leur propre situation et oublié pourquoi ils luttent depuis tant d'années. Au Pérou, on assiste à une grande démobilisation depuis la fin des affrontements entre le Sentier Lumineux et le gouvernement. Les paysans ont subi la répression d'un côté et le dogmatisme de l'autre.

Mais dans d'autres lieux se maintiennent de puissants mouvements paysans, par exemple en Équateur, avec un impact qui dépasse le niveau régional et sectoriel face au pouvoir, et au Brésil où le mouvement est politique et social, l'un des plus importants du monde. En Bolivie, les paysans ont le pouvoir de paralyser l'économie, au Paraguay, ils sont en train d'occuper la capitale Asunción pour protester contre la politique du gouvernement. Au Mexique, outre les Zapatistes, des luttes multiples se développent partout dans le sud du pays, depuis la capitale Mexico jusqu'à la péninsule du Yucatán.

En Colombie, depuis des années, persiste une lutte féroce menée par les guérilleros des FARC dont 70% sont des paysans et on trouve des mouvements paysans indépendants partout dans le pays. Ceux-ci ont une certaine ampleur et il faut constater qu'ils mènent

des combats combinant la lutte de classe, la lutte ethnique, écologique et féministe avec des stratégies d'actions pratiques et, dans certains cas, des luttes électorales subordonnées aux actions.

Le deuxième aspect important que j'ai pu constater au cours de mes voyages et lors des séminaires auxquels j'ai participé, est que la plupart de ces mouvements usent de méthodes politiques avancées, par exemple l'autogestion et l'assemblée générale. Un leadership est reconnu au plan national, mais il est contrebalancé par une véritable décentralisation pour les actions et les activités dans chaque région et les décisions se prennent collectivement en assemblée. On assiste à une combinaison entre la mystique traditionnelle et une façon d'agir moderne. Il n'est pas vrai que tradition et modernité soient forcément antinomiques comme certains anthropologues modernes le prétendent. Cela dépend de la manière dont tout cela s'articule et il est alors possible de donner un nouveau contenu aux traditions anciennes, comme par exemple dans ce qui touche à la terre. Ces populations ont un attachement mystique à la terre, la terre comme mode de vie, génératrice de liens qui vont plus loin que l'utilité économique.

Certains liens communautaires sont ancrés profondément. Quand, par exemple, le voisin vient en aide pour les choses

tes sociales, mais ils veulent avancer collectivement et non individuellement.

Ces derniers temps, tous ces mouvements cherchent à conclure des alliances avec les ouvriers urbains de l'industrie moderne. Ils ne s'enferment pas dans leur monde rural, ils n'ont pas l'illusion qu'eux seuls pourront transformer la société. Je pense qu'à court terme, ils sont les moteurs et l'avant-garde, mais ils ressentent aussi la nécessité de former des alliances à long terme et travaillent dans ce sens (...). Ils n'ont pas une vision figée de la forme de la propriété collective ou semi-collective, c'est la pratique qui le déterminera. Ils ne veulent pas imposer un schéma importé, ils cherchent la façon la plus efficace d'améliorer leurs conditions de vie et, dans ce sens, ils sont pragmatiques.

Je vais évoquer les trois mouvements les plus importants du continent latino-américain. Le Mouvement des Sans Terre (MST) au Brésil, les Forces Armées Révolutionnaires (FARC) en Colombie et la Confédération des Nationalités indigènes (CONAI) en Equateur. Ce sont trois mouvements très différents mais ils ont des caractéristiques communes. Ils ont une large audience, un grand impact na-

Le MST existe depuis vingt ans seulement. Lors du dernier congrès en juillet 2000, 10 000 délégués étaient présents. Près de 500 000 personnes les soutiennent, ils ont des millions de sympathisants tant à la campagne qu'à la ville, dans les bidonvilles de Rio et parmi les délinquants en prison, tous les respectent. C'est un mouvement de masse qui lutte courageusement et parfois atteint ses objectifs.

L'année dernière, douze de leurs dirigeants ont été tués et plus de cinquante dernièrement, sous un gouvernement soi-disant démocratique dirigé par un sociologue ex-marxiste, le président Cardoso, qui aujourd'hui est en train de massacrer les paysans et de criminaliser le mouvement avec de faux arguments marxistes. Le MST est un mouvement socio-politique dont l'objectif principal est la réforme agraire, imprégné d'une idéologie socialiste à la Brésilienne. Il est profondément anti-impérialiste et anti-néolibéral. Lors de l'enquête que j'ai menée parmi ses dirigeants au mois de juin 2000, 99% ont déclaré que les Etats-Unis et ses institutions internationales sont leur ennemi principal et dans ce sens ils sont nationalistes, socialistes et ruraux.

agricole afin qu'il honore les subventions et les crédits promis pour l'installation sur les terres. Ils combinent les actions sur le terrain avec les pressions légales car, comme le mentionne la Constitution de 87 au Brésil, les terres abandonnées doivent être expropriées et redistribuées aux travailleurs. Ils occupent les terres en at-

quant du respect de la Constitution et incitent le gouvernement à agir de même en finançant les nouvelles installations, à hauteur de 8 000 reais par famille (1 real = 3FF).

Ils soutiennent le Parti des Travailleurs plus que tout autre parti de gauche, mais de façon sélective. Si un député ne respecte pas ses engagements, ils ne lui apportent pas leur appui. Le PT n'a pas d'activistes comme le MST.

Une centaine de militants soutenir la campagne électorale d'un maire progressiste. Ils ont fait du porte à porte douze heures par jour, aucun militant du PT n'était à la hauteur de ce rythme de travail. Un autre candidat du PT a perdu les élections parce qu'il avait appelé la police pour expulser les «Sans Terre» d'une occupation, et ceux-ci l'ont laissé tomber. Ils peuvent agir ainsi car ils ont une organisation autonome. Ils ne sont pas une annexe du parti, ils ont leur propre congrès, leurs propres dirigeants, leurs tactiques et stratégies. Ils ne subordonnent pas l'action sur le terrain et la mobilisation aux exigences électorales.

Ils font alliance avec les petits agriculteurs car le MST est un mouvement de journaliers qui encourage l'organisation des petits paysans. Ils travaillent avec des groupes de l'église progressiste comme les Commissions Pastorales de la Terre et certains évêques qui ont échappé à la mainmise du Vatican, ainsi qu'avec des syndicalistes et des parlementaires de gauche. Après une répression ou un massacre, ils convoquent tout ce monde, coordonnent des actions d'occupation de terres, leur demandent de les soutenir avec de la nourriture ou par la pré-

sence d'avocats pour éviter les massacres. Ils sont contre les occupations de terres sans préparation car, comme ils disent, il est facile d'occuper la terre mais difficile de maintenir l'occupation.

Ils n'ont pas le culte du leader. Ils n'ont pas de leader au balcon, mais des dirigeants très impliqués dans le mouvement. Ils ont des préjugés contre les chefs qui essaient de briller face aux autres.

Un dirigeant dit: «Descends, d'autres camarades peuvent donner des entretiens».

Un dirigeant connu, João Pedro Stedile nous a dit que pour lui le mouvement passait avant toute chose, pour bien nous faire comprendre que ce n'était pas lui personnellement mais l'organisation qui décidait de l'action.

Ils ont une direction collective de vingt-cinq personnes qui prennent les décisions ensemble. Parmi eux on trouve des dirigeants dynamiques, et certains ont plus de capacités d'organisation que d'autres. Mais ils ne veulent pas de personnes qui hypnotisent les gens par leur discours, ils veulent que les militants connaissent le programme, la lutte et le reste. Les décisions se prennent en assemblées où l'on discute de politique, de féminisme, d'écologie, etc. Evidemment certains individus veulent se montrer plus forts que d'autres, il y a des problèmes de machisme, tout cela ne va pas sans problèmes, mais ils essaient de surmonter les difficultés. Dans les prochaines années, on devrait voir plus de femmes dans l'organisation.

Ils ont réussi à installer 250.000 familles, et si l'on compte cinq personnes par famille, cela représente

pratiques de la vie, quand la communauté dans son ensemble agit comme unité sociale, quand est pratiquée une sorte de religion populaire. Je me souviens d'un paysan qui, pour justifier une occupation de terre, disait: «Dieu nous a faits tous égaux, alors pourquoi certains ont de la terre et d'autres pas?». C'est une interprétation populaire de la Bible qui a un rapport avec la Théologie de la Libération. Sur la base de visions traditionnelles, ces mouvements entrent dans ce qu'on pourrait appeler la production moderne. Ils n'idéalisent pas ce qui est le plus primitif ou réputé plus authentique. Quand on va en Equateur, on voit que les paysans indigènes s'efforcent de commercialiser leurs produits et demandent des crédits, des technologies appropriées, combinent les méthodes de culture biologique naturelle avec la mécanisation. Il est clair que ces paysans pratiquent une religion proche de celle de leurs ancêtres, mais quand on parle de l'avenir avec eux, ils souhaitent que leurs enfants suivent des études et bénéficient des conquê-

tional, et reposent sur des bases solides. Leurs actions sont organisées, obtiennent un certain niveau de succès et leurs luttes revêtent une grande importance pour le continent.

Le Mouvement des Sans Terre du Brésil

Je travaille avec eux depuis douze ans en tant que professeur dans leur école de cadres. Des séminaires ont lieu chaque année. Je suis comme un «pistolero» engagé chez eux pour donner des arguments, le professeur vagabond en quelque sorte

L'occupation de terres est le centre et le vecteur principal de leurs activités, c'est indiscutable. Cardoso leur avait offert l'installation de 30.000 familles par an, contre l'arrêt de ces pratiques. Ils ont refusé. Avant, pendant et après les négociations, ils ont continué les occupations car ils savent que leur force est dans l'action, s'ils s'arrêtent, ils n'obtiendront plus rien. Ils maintiennent une pression constante, c'est aussi une manière de garder le moral de leurs activistes. Ils occupent des bureaux gouvernementaux comme l'Institut de la Réforme

il y a entre 15.000 et 20.000 combattants armés actifs, sur une cinquantaine de fronts et qui exercent une influence sur la moitié des municipalités du pays. Les deux tiers des combattants les plus expérimentés sont d'origine paysanne ou journaliers. Ce n'est pas un mouvement paysan typique, c'est un groupe armé qui fonctionne en relation avec la terre, avec la lutte paysanne, et il protège les paysans contre les incursions du gouvernement. Il leur est interdit de consommer et de trafiquer de la drogue car les trafiquants sont les meilleurs alliés des États-Unis. L'essentiel du blanchiment de l'argent du narcotraffic se fait aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Suisse. La plupart des bénéfices retournent aux États-Unis et à leurs banques.

Ils ont une structure verticale, avec à sa tête Manuel Marulanda, paysan d'origine humble. Il a plus de 70 ans et c'est un des plus fins stratèges politico-militaires du monde. Il faut s'imaginer ce qu'a voulu dire survivre, croître et multiplier les activités dans les conditions qu'ils ont connues. A mon avis, il est de la trempe du général Giap qui a mené la guerre au Vietnam. C'est un homme très simple, il parle sans arrogance, sagement. Ce mouvement combine une organisation politique et sociale centralisée, avec des opérations militaires sur les différents fronts régionaux. Certains professeurs d'Oxford et de Cambridge prétendent que les FARC ne songent qu'à prendre le pouvoir, et n'ont pas de programme. Mais elles en ont un. Il est profondément anti-impérialiste; elles ne veulent pas que les États-Unis occupent le Ministère de la Défense pour diriger les troupes colombiennes. Elles sont anti-neolibérales depuis toujours. Elles rejettent l'ouverture économique et la conquête du marché. Elles se disent ouvertement socialistes, veulent sortir du bipartisme, transformer l'État paramilitaire et parapartisan en une démocratie et démanteler toutes les structures répressives militaires. Le centre de toute leur politique économique est la réforme agraire. Elles parlent d'économie mixte et veulent nationaliser certains secteurs stratégiques.

Le CONAI en Equateur

C'est un mouvement de masse, implanté dans les montagnes de l'Equateur, qui combine la lutte sociale et politique. Sa stratégie consiste à bloquer les autoroutes, les

chemins et les routes, à accéder au pouvoir municipal et à organiser des marches contre le gouvernement. En janvier 2000, poussés par l'austérité et la répression, des membres du CONAI ont occupé le Parlement et formé un gouvernement populaire avec des sous-officiers et un politicien de la classe moyenne. Le mouvement n'a pas duré car il a été écrasé par des officiers de haut rang.

Au cours des cinq dernières années, ils ont fait tomber deux présidents. C'est un mouvement bien organisé et très discipliné. Récemment, ils ont occupé des villages et des villes. Une grande répression a suivi, quatre indigènes sont morts et beaucoup ont été blessés. Ils ont forcé le gouvernement actuel à revenir sur certaines mesures néolibérales.

Si l'on compare le MST, les FARC et CONAI avec les luttes urbaines, à l'évidence n'importe quel analyste dira qu'on peut observer une meilleure organisation et une plus grande aptitude à lutter à la campagne qu'en ville. Les militants sont beaucoup plus motivés, disciplinés. Ils peuvent mener des luttes prolongées qui remettent en question le modèle économique, sans exclure les revendications ponctuelles. Leurs dirigeants résistent à la corruption. Je ne connais aucun leader du MST qui ait été acheté, malgré les nombreuses tentatives.

Impact des mouvements paysans

Il est certain que dans d'autres pays, les syndicats mènent aussi des luttes, mais il s'agit avant tout de revendications ponctuelles et leur combativité est devenue très sporadique. Une grève générale, et après on rentre à la maison.

Si on analyse l'impact de ces trois grands mouvements, on peut dire d'une part que le FARC contrôlent un territoire important en Colombie et dans le cas de l'Equateur, que les mouvements d'opposition ruraux ont fait tomber deux gouvernements. Au Brésil, ils ont accéléré l'expropriation de terres et sont devenus un repère dans la lutte contre le néolibéralisme. Ils sont les instigateurs des grandes marches et grèves générales. Si l'on tient compte de leur programme politique, ils vont beaucoup plus loin que les syndicats urbains qui ont une vision plus économiste.

Pour conclure on peut dire que la théorie démographique est réductrice. Dire que les

paysans sont en marge de la politique est faux. Bien au contraire, ils jouent actuellement un rôle d'avant-garde contre le néolibéralisme. Ils représentent les secteurs les plus organisés, les plus conscients. Ils pratiquent l'action concrète sans attendre des changements lointains dans la législation. Ils ne se contentent pas de rester assis à critiquer dans l'impuissance. Ils ont une implantation dans leur propre réalité régionale et nationale. Ils combinent le régionalisme, le marxisme, le christianisme, le féminisme et la lutte des classes avec une exigence internationaliste regroupés au sein de Via Campesina², tout en construisant des bases solides dans leur pays. Je crois que le succès de ces mouvements est cumulatif. Ils ont un poids réel car ils luttent et obtiennent des résultats, chaque expropriation réussie attire des milliers et des milliers de personnes sans terre. Une occupation vaut mille pamphlets, une installation réussie finance les occupations des terres dans les alentours, il n'y a pas une seule et unique tactique, ils font des alliances en milieu

urbain, y développent des projets et pratiquent la consultation populaire.

Nous devons comprendre que les paysans et les journaliers ne sont ni des victimes ni ce que l'on appelle des marginaux. Ils sont en train d'écrire leur propre histoire et on ne doit pas écouter ceux qui pensent qu'ils sont marginaux à cause de leur petit nombre.

Pour frapper le système, mieux vaut une poignée organisée qu'une vingtaine de mains ouvertes!

James Petras
Mollma, mars 2000

1 Transcription et traduction: A. Unar
2 Via Campesina regroupe une centaine d'organisations paysannes du monde entier qui luttent contre un modèle néolibéral de l'agriculture

1.250.000 personnes qui ne possédaient pas de terre et qui sont aujourd'hui établies. Souvent ils créent des coopératives, mais dans les cas où la propriété n'est pas collective, la commercialisation peut néanmoins se faire en coopératives. C'est une décision que les gens prennent eux-mêmes, ils ne sont pas contraints d'adhérer. Les coopératives soutiennent financièrement le MST. Le gouvernement déclare que c'est illégal, que c'est de la fraude. Il essaie d'imposer les coopératives, de les criminaliser pour les mettre en difficulté et pouvoir dire ensuite que le coopératisme et le collectivisme, ça ne marche pas. Mais une coopérative qui fonctionne doit soutenir ceux qui sont en train d'occuper les terres, c'est un principe de solidarité pour ce mouvement. Ils ne veulent pas créer des flots de prospérité dans une mer de pauvreté.

Les Forces Armées Révolutionnaires en Colombie

Elles existent depuis 37 ans, c'est la guérilla la plus longue de l'histoire latino-américaine. Elles ont débuté en 1964 par une organisation de communautés autogérées à l'intérieur de la Colombie. Le gouvernement a envoyé des troupes militaires pour les démanteler. Alois Manuel Marulanda «Tiro fijo» a réuni un groupe d'une quinzaine de guérilleros et ils ont commencé à combattre. Ils ont tissé des liens avec le Parti communiste colombien qui était pro-soviétique mais sont restés indépendants. Ils n'étaient pas subordonnés au Parti, même s'ils maintenaient des rapports fraternels.

On les présentait comme les agents du Parti communiste mais ce n'était pas vrai. Aujourd'hui, dans les FARC,

par la multinationale Monsanto, déjà responsable de l'agent orange lors de la guerre du Viêt Nam, et grande prêtresse des biotechnologies. Cet herbicide, déversé massivement sur les cultures depuis des avions, devrait détruire les cultures illicites. Or, entre 1992 et 1998, 1.897.357 litres de glyphosate ont été déversés en vau sur les cultures illicites, dont la surface a plus que doublé sur la même période. Ce produit voit son efficacité très réduite dans les régions à forte pluviosité comme la forêt amazonienne. Sa concentration – et donc sa nocivité – est donc constamment accrue, au mépris des normes légales. De plus, l'altitude maximale de vol, fixée à 10 mètres afin de pouvoir cibler correctement les cultures illicites, n'est presque jamais respectée. Le glyphosate se répand donc généralement sur les gens (on se plaint de naissances d'enfants difformes dans ces zones), les maisons, les cultures vivrières (yucca, bananes), les

pour le contrôle des drogues (UNDCP) et du gouvernement colombien. Cette arme biologique, dont la capacité d'expansion est de 30 kilomètres par jour durant 40 ans, dont les mutations et la dispersion seront impossibles à contrôler, ne s'arrêtera pas aux seules cultures illicites, mais touchera toutes les productions agricoles. De plus, il s'est avéré que ce champignon produit des toxines nocives pour les êtres humains et les animaux. Il présente un risque énorme pour l'écosystème et les habitants de toute la région amazonienne qui, rappelons-le, est le principal poumon de la planète.

L'Europe est quant à elle, sollicitée pour apporter une aide «civile» de 4 milliards de dollars, essentiellement pour créer et gérer des camps pour les populations déplacées. Actuellement, il y a plus de deux millions de personnes déplacées par le conflit et les exactions des paramilitaires, qui «nettoient» les zones convoitées par de grandes multina-

n'empêche les pays membres de collaborer avec les Etats-Unis de façon bilatérale, comme c'est le cas pour la Hollande qui vient d'autoriser l'utilisation de ses bases militaires des îles caraïbes d'Aruba et de Curaçao au Surinam par l'armée américaine.

La dernière composante économique de ce plan est l'apport par la Colombie elle-même de 4 milliards de dollars. La Colombie étant déjà hautement endettée, la somme sera prêtée par le Fonds Monétaire International en échange d'un nouveau «plan d'ajustement structurel» (privatisations, productions agricoles pour l'exportation, libéralisation des services, etc.). Les Colombiens devraient ainsi vendre leur pays pour financer sa mise en pièces.

Derrière les motivations officielles de ce projet, on ne peut oublier le contexte régional qui influe sur le plan. En effet, nous avons vu les mouvements indigènes et paysans redoubler d'activités, en particulier en Equateur et en Bolivie. En Equateur, en janvier 2000, les Indiens ont renversé l'ancien gouvernement et ont été trahis peu après. Ils restent énormément mobilisés. En Bolivie, les manifestations contre les privatisations ont paralysé le pays et ont failli entraîner la Bolivie dans la guerre civile. Mais un des objectifs prioritaires et secrets est très certainement le Venezuela. Depuis l'arrivée d'Hugo Chavez au pouvoir, ce pays qui était le principal fournisseur des Etats-Unis, a renoncé à l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) et entend sortir du giron des Etats-Unis par le biais de réformes clairement opposées

au libéralisme ambiant. Depuis quelque temps, des accusations sont portées contre le Venezuela comme servant de base arrière aux guérillas.

Nous pouvons aussi noter une militarisation de toutes les zones frontalières de la Colombie par les pays voisins. Des pays tels que le Panama ou l'Equateur ont déjà vu arriver sur leur territoire un grand nombre de réfugiés fuyant la

situation en Colombie. Ces deux pays ont aussi fait état de l'activité sur leur territoire des groupes paramilitaires colombiens.

Ce contexte général laisse craindre une escalade qui peu à peu, entraînerait une intervention directe des Etats-Unis. C'est pourquoi les médias évoquent la possibilité d'un nouveau Viêt Nam.

Cédric Bertaud, FCE

COULISSES D'ARCHIPEL

Voyage à Madagascar

Une délégation de Longo maï/Forum Civique Européen avait été invitée à Madagascar en novembre 2000 pour assister aux «2ème Fora des Villages et Cités du Monde», fondés sur la colline de Longo maï en 1997. La manifestation ayant été repoussée à une date ultérieure, nous avons saisi cette occasion pour faire le tour des projets et réalisations des membres du groupe Mahaleo, pour mieux connaître leur vie et leurs pratiques.

En effet, les sept musiciens de ce groupe extrêmement populaire à Madagascar sont tous engagés dans des domaines très divers pour un développement autodéterminé avec la population de l'île.

Depuis notre première rencontre il y a presque 20 ans, ils sont souvent venus en Europe pour des tournées, mais peu d'entre nous avaient fait le saut de l'autre côté de la planète. Et pourtant, nos chemins ne finissent pas de se croiser et même de converger. Nous vous invitons à en faire un petit bout avec nous.

Notre première excursion en taxi-brousse (voiture à 9 pla-

ces, seul moyen de transport «public» sur tout le territoire) nous emmène sur la côte Est

Le Docteur Raoul à Tamatave

Raoul, le bassiste du groupe, est médecin du port de Tamatave, le principal de Madagascar. Dans son petit dispensaire, il soigne les employés et leurs familles, ainsi que d'autres habitants de la ville, mais depuis quelque temps sa vraie passion est ailleurs: la nature, les cultures. A quelques kilomètres de la ville, il a acquis un terrain de 12 hectares, plusieurs immenses ar-